



Annuaire suisse de politique de développement

16 | 1997

Environnement et développement, 5 ans après Rio

Introduction

Jacques Forster



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/786>

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 1997

Pagination : XIII-XVI

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Jacques Forster, « Introduction », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 16 | 1997, mis en ligne le 06 août 2012, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/786>

INTRODUCTION

Depuis une dizaine d'années, le volume de l'aide publique au développement (APD) fournie par les pays de l'OCDE est resté constant en termes réels. Exprimée en pourcentage du PNB, l'APD n'a cessé de diminuer pour atteindre en 1994 son niveau le plus bas depuis 1973. Pour expliquer cette tendance, on cite souvent la crise des finances publiques des pays industrialisés ainsi que la lassitude provoquée par le peu d'efficacité apparente de l'aide à sortir les pays pauvres de l'ornière du sous-développement. On évoque aussi les changements fondamentaux intervenus dans les relations internationales. Le début de la guerre froide a, selon Gunnar Myrdal, joué un rôle décisif dans la mise en place après la seconde Guerre mondiale, du système de coopération internationale au développement, expression concrète de l'intérêt soudain des pays riches pour lutter contre la pauvreté à l'échelle de la planète. La thèse de Myrdal ne se vérifie-t-elle pas *a contrario* par le déclin du développement dans la hiérarchie des priorités des pays industriels – en particulier des Etats-Unis – dès lors que prend fin la guerre froide ?

Un second trait de l'évolution récente de l'APD est la part croissante des ressources consacrées à l'aide humanitaire d'urgence liées à des situations de conflits. Pour les pays membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE elle passe en effet de 1,6% à 8,4% de l'aide bilatérale entre 1984 et 1994. Ce phénomène est un indicateur du nombre croissant des conflits internes et de leurs victimes. Pendant la guerre froide, l'aide au développement était, en partie au moins, utilisée par les Etats pour maintenir ou gagner des alliés dans le tiers monde. Aujourd'hui, par le biais de l'aide humanitaire, elle sert parfois de succédané à l'action diplomatique et politique, voire militaire. Dans les deux situations l'APD est détournée de son objectif premier qui est la promotion du développement économique et social dans les pays pauvres.

Avec la stagnation de l'APD et la place croissante de l'aide humanitaire, les ressources destinées à la promotion du développement à long terme ont fortement diminué en termes réels. Paradoxalement, ce phénomène se manifeste alors même que s'allonge la liste des objectifs assignés à la coopération internationale au développement : promotion du développement durable (suivi de la Conférence de Rio), soutien à la démocratisation, défense des droits de l'homme, participation à la lutte contre la drogue dans les pays en développement. Depuis 1990, les Etats occidentaux se trouvent de surcroît impliqués dans le financement des programmes d'aide à la transition dans les pays de l'ancien bloc communiste dont une dizaine figure désormais dans la liste des pays en développement.

Tout se passe donc comme si les Etats reconnaissaient la nécessité de la coopération internationale – en particulier avec les pays du Sud – pour gérer les pro-

blèmes globaux, y compris celui de la pauvreté, sans pour autant se donner les moyens de cette coopération. L'affaiblissement constant du système multilatéral de coopération représente un autre indice de ce manque de cohérence.

L'évolution des relations internationales depuis le début des années 90 démontre à l'évidence qu'il n'y a pas de solution viable aux problèmes globaux sans participation active des pays en développement à la définition et à la mise en œuvre des politiques. Elle suggère aussi que, sur de nombreux dossiers, le clivage Nord-Sud est de plus en plus apparent. Les négociations multilatérales sur les problèmes liés au respect des droits de l'homme, à l'environnement, aux conditions de travail, au désarmement butent souvent sur des perceptions distinctes des priorités et parfois même des valeurs, au Nord et au Sud.

Il serait sans doute excessif d'en tirer la conclusion qu'une bipolarité Nord-Sud est en passe de prendre le relais de la guerre froide. En effet, aucun des deux groupes de pays n'est homogène et les intérêts communs à l'ensemble des nations sont bien identifiés. Il serait cependant tout aussi injustifié de négliger les nombreux signes de tension qui se manifestent avec des pays ou des groupes de pays qui pour être pauvres n'en sont pas moins devenus des acteurs influents sur la scène internationale.

C'est dans cette perspective que nous avons choisi « l'environnement dans les relations Nord-Sud » comme thème du dossier **Analyses et positions**. Il s'agit d'aborder – en mettant un accent particulier sur la politique de la Suisse dans ce domaine – le rôle que joue la problématique de l'environnement dans les diverses dimensions des relations entre pays industriels et pays en développement. On admet aujourd'hui qu'il est de l'intérêt commun de toutes les nations d'imaginer et de mettre en œuvre un modèle de développement dit « durable » qui assure, à l'échelle mondiale, à la fois une répartition plus équitable du bien-être et la reproduction à long terme de la société humaine.

La transition vers ce modèle se pose en des termes très différents pour les diverses catégories de pays ; il est évident que la Suisse et le Burkina Faso ne sauraient avoir à cet égard les mêmes priorités. Pour les pays en développement, il s'agit de veiller à ce que la croissance économique nécessaire pour assurer des niveaux de vie décents à l'ensemble de la population ne contribue pas à aggraver la pression des activités humaines sur les ressources naturelles. Pour les pays industrialisés, il s'agit de trouver un modèle de développement qui permette de réduire la consommation par tête de certaines ressources – les énergies fossiles par exemple – tout en préservant, voire en améliorant la qualité de la vie pour l'ensemble de la population. La mise en harmonie de cette double démarche vers le développement « durable » ne va pas sans engendrer des conflits d'intérêts, des malentendus, des suspicions dans les relations Nord-Sud.

Le dossier que nous présentons débute par une contribution de Franco Romerio et Milad Zarin-Nejadan qui font le point sur les interactions entre environnement

et développement et passent en revue les divers instruments financiers, commerciaux et de coopération au développement permettant d'intégrer la dimension environnementale dans les relations Nord-Sud.

Trois thèmes plus spécifiques sont ensuite abordés :

- a) La relation entre commerce international et environnement avec
 - ❑ un article de Sophie Forster présentant l'état des négociations internationales (au sein de l'OMC, de la CNUCED et de l'OCDE) dans ce domaine ;
 - ❑ une contribution de René Vossenaar sur les effets de l'éco-étiquetage sur l'environnement et le commerce des pays en développement ;
 - ❑ la présentation par Dorothea Rüesch de la problématique des labels liés aux conditions sociales et écologiques de production des textiles et de l'habillement ; les exemples sont tirés de la situation sur le marché suisse.
- b) Le transfert de technologie dans le domaine de l'environnement. Après avoir présenté le concept d'éco-technologie, Andràs November examine le rôle et les instruments de la coopération avec les pays en développement pour favoriser ce transfert.
- c) Enfin, l'article de Michèle Rajaonarivony analyse dans quelle mesure et avec quels résultats la dimension environnementale a été intégrée à l'important programme de coopération bilatérale entre la Suisse et Madagascar.

La partie « Analyses et positions » comprend en outre un article de Catherine Schümperli Younossian sur le commerce illicite de biens culturels, une dimension aussi ancienne que méconnue des relations Nord-Sud. Cet article fait le point de la situation juridique en Suisse au moment où le Conseil fédéral s'apprête à proposer aux Chambres la ratification d'importantes conventions internationales destinées à lutter contre le trafic illicite d'œuvres d'art.

L'Annuaire Suisse Tiers Monde 1997 comprend également comme chaque année :

- ❑ une **revue des événements** survenus jusqu'en décembre 1996 concernant les multiples dimensions des relations de la Suisse avec les pays en développement, tant bilatérales que multilatérales. L'évolution de ces relations nous amène, au fil des ans, à aborder des questions de plus en plus diverses comme en témoigne la table des matières de cette partie de notre publication. Cette année, nous avons choisi de mettre un accent particulier sur le thème « environnement et développement » en raison de l'examen en 1997 des résultats atteints cinq ans après le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro. Par ailleurs, nous avons accordé une attention spéciale à la première Conférence ministérielle de l'OMC, organisée en décembre 1996 à Singapour ;
- ❑ une **bibliographie** des ouvrages, articles et documents parus depuis la publication de l'Annuaire 1995 sur les relations Suisse-Tiers Monde ;
- ❑ un **recueil de statistiques** portant sur le commerce, les flux financiers et l'aide publique au développement ;
- ❑ un **index analytique** se référant à la partie « Revue » de l'Annuaire.

Je remercie très chaleureusement mes collègues du Comité de rédaction et toute l'équipe qui assure l'édition de l'Annuaire pour l'extrême attention qu'ils portent à rassembler, analyser, présenter et traduire de façon claire et précise la grande quantité d'informations contenues dans cette publication. Ma gratitude va également aux spécialistes de l'Administration fédérale, des associations faîtières, des œuvres d'entraide avec qui nous collaborons étroitement pour présenter des données complètes et fiables. Je veux enfin dire ma reconnaissance aux auteurs des articles publiés dans la partie « Analyses et positions » de l'Annuaire, qui apportent un éclairage nouveau sur des aspects importants pour l'avenir des relations entre la Suisse et les pays en développement.

Jacques FORSTER
Professeur à l'IUED
Directeur de la rédaction